

CIBLE

Contestation

Au vu du mouvement de l'histoire, qui s'accélère ces temps-ci, il importe peu, en définitive, que Philippe Séguin soit battu par Bertrand Delanoë, et que quelques municipalités importantes changent de mains.

Ces changements interviennent au sein de la classe dirigeante, et les grands féodaux, anciens ou nouveaux, de droite ou de gauche, garderont leurs mauvaises habitudes de gestionnaires distants ou de politiciens trop attentifs aux souhaits des puissances commerciales et financières. Ces oligarques ont fait la preuve de leur malfaisance. Ils sont d'ores et déjà condamnés.

Quelle est l'autorité d'un Premier ministre qui ne peut plus entrer dans certaines villes, en raison de la révolte justifiée du monde rural ?

Quelle est l'autorité d'un gouvernement contesté par des juges qui ont organisé, le 9 mars à Paris, la manifestation la plus importante de toute l'histoire de la magistrature ? Quelle est l'autorité d'un pouvoir politique qui se contente de gérer au jour le jour les catastrophes sanitaires et sociales qu'il n'a pas eu le courage d'empêcher ? La situation deviendra révolutionnaire dès qu'apparaîtra une force politique radicalement contestataire. Mais ce n'est déjà plus le temps de l'attente : la révolte est à l'ordre du jour.

BAINVILLE

Histoire et politique

Toulouse

**La gauche
noire**

p. 4

Chiapas

**Le rêve
passe**

p.5

Changez le calendrier électoral et changer de République !

Après avoir obtenu le référendum sur le quinquennat, les partisans du régime présidentiel veulent à présent, dans une seconde étape, s'attaquer à l'ordre conjoncturel des élections législatives et présidentielles, en inversant les dates prévues par la loi organique en vigueur.

Motif invoqué, une fois de plus : limiter le risque de cohabitation.

De qui se moque-t-on ?

Cohérents avec eux-mêmes, ils figent nos institutions dans le modèle présidentiel au lieu de conserver à celles-ci la souplesse qui les caractérise. En fait, progressivement et ostensiblement, ils affirment leur volonté d'en finir avec la Ve République, en nous faisant croire que celle-ci est un régime présidentiel inachevé, dont il faut rapidement mener la logique à son terme pour passer à la VIe République.

Dès lors, lorsque l'on sait qui est à la fois pour le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, autant dire les mêmes, il est clair qu'il serait naïf de penser que se prononcer sur le maintien des échéances électorales en cours ou sur leur modification, ne revient pas finalement à se prononcer en faveur du régime parlementaire ou du régime présidentiel.

Le régime présidentiel nécessite la coïncidence absolue de la majorité parlementaire, avec la majorité présidentielle, sinon il y a crise politique : d'où la réforme du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, dans un premier temps.

Lors d'une troisième étape, lorsqu'en dépit de tous ces efforts, la cohabitation n'aura pu être évitée une fois de plus, la démonstration sera faite qu'il nous faudra changer de République, et les Français abusés seront mûrs pour accepter le régime présidentiel.

Les constitutions antérieures (de 1791, 1799, 1804, 1848) ont démontré les méfaits que représentait le régime présidentiel, chaque fois que celui-ci a été expérimenté dans notre pays, en l'absence d'équilibre institutionnel et des contre-pouvoirs nécessaires à cet effet, existant par ailleurs dans le régime parlementaire (possibilité pour l'Assemblée nationale de renverser le gouvernement et possibilité pour le pouvoir exécutif de dissoudre l'Assemblée nationale).

Militier en faveur de l'un ou l'autre régime, revient à considérer de manière différente le rôle que l'on attribue au chef de l'État et au gouvernement.

Rester fidèle à l'esprit de la Ve République, c'est défendre deux principes fondamentaux :

- la Constitution est et doit rester un régime parlementaire ;

- le chef de l'État est le guide arbitre suprême au-dessus des partis politiques disposant de la légitimité par le lien direct qui l'unit au peuple français, pour présider aux destinées de la France, avec le souci de l'intérêt général.

Sinon, le chef de l'État devient le capitaine d'une majorité politique à la tête de l'État, gouvernant en fait par l'intermédiaire de son Premier ministre « aux ordres », sans contre-pouvoir au sein de l'exécutif, et sans que l'assemblée ne puisse par ailleurs le renverser : c'est le régime présidentiel. Le septennat permettrait au chef de l'État de s'inscrire dans la durée, indépendamment du résultat des élections législatives, pour rester, autant que possible, davantage au-dessus des partis politiques. Le quinquennat a pour objectif de faire du chef de l'État non pas l'arbitre des institutions qu'il préside, mais le capitaine de la majorité parlementaire, celui qui met en œuvre sa politique et gouverne.

Dire qu'inverser le calendrier électoral, c'est « rétablir l'ordre naturel des choses » selon le constitutionnaliste Guy Carcassonne en sous-entendant que le chef de l'État est la clef de voûte des institutions ou qu'il s'agit de remettre l'assemblée à sa place, dans la mesure où selon la formule consacrée par le général de Gaulle, les partis politiques ne font que concourir au suffrage universel, est tout simplement fallacieux. Certes, le chef de l'État est la clef de voûte, mais comme guide-arbitre et non pas comme représentant d'un parti politique majoritaire ou d'une majorité politique dont il serait devenu le chef. Quant aux prétendus défenseurs de « l'esprit de nos institutions », selon lesquels les partis politiques doivent rester à leur place par rapport au président de la République, et justifiant ainsi la nécessité de faire passer les élections législatives après les élections présidentielles, ils se moquent du monde. Depuis quand, sinon avant 1965 avec le général de Gaulle, les partis politiques ne sont-ils pas devenus de véritables écuries présidentielles, sans lesquelles le candidat n'est rien, ne peut rien et une fois élu, leur doit tout. Non, ce n'est pas pour préserver l'esprit de nos institutions que beaucoup de nos élus politiques défendent le régime présidentiel et revendiquent sa consécration définitive par un changement de République. C'est parce qu'ils ne peuvent concevoir leur rôle que comme les leaders d'un parti qu'ils mènent au triomphe de la bataille électorale, comme ils mènent une carrière, politique celle-là, et s'il s'agit de hauts fonctionnaires, avec l'ambition d'accéder au grade ultime de président de la République.

M. Lionel Jospin n'a-t-il pas affirmé que si la gauche devait être battue aux élections législatives, il renoncerait à se présenter à l'élection présiden-

tielle ? Servir la France et l'intérêt général ne l'intéresse pas en soi, ce qui compte c'est mener carrière sans risquer de perdre la partie et même si les Français devaient faire l'honneur, à M. Lionel Jospin, de présider aux destinées de la France, cela ne l'intéresse pas si ce n'est pas pour mettre en œuvre la politique de son parti.

Sans même parler des arrière-pensées des uns et des autres de vouloir inverser ou non ce calendrier, pour des raisons de convenance purement électorale, cette conception du service de l'État au niveau de la magistrature suprême ne peut être celle d'un royaliste.

Que la N.A.R. puisse s'impliquer dans la défense de la réforme du calendrier électoral est incompréhensible, car le seul objectif est de présidentialiser le régime, dont les représentants acceptent mal sa nature fondamentalement parlementaire ou de miser sur l'avantage qu'en tirera M. Chirac ou M. Jospin. Sinon que les élections législatives aient lieu avant ou après, quelle importance pour celui qui préside le pays ? Par ailleurs, dans une monarchie parlementaire, cela signifierait que si le Prince devait un jour avec l'approbation du peuple français être le chef de l'État, comme roi, il lui faudrait ensuite disposer à l'Assemblée nationale d'un parti royaliste majoritaire, s'il veut gouverner.

Or, un parti royaliste cela n'a pas de sens, quant à gouverner, le roi confie cette tâche au Premier Ministre qu'il nomme et assume quant à lui son règne, ce qui n'est pas rien lorsque l'on examine les prérogatives du chef de l'État comme guide arbitre suprême, tel que le prévoit la Constitution de la Ve République, qui reste la référence.

J'attends donc de bonnes raisons pour la N.A.R., de prendre parti dans cette « affaire », de surcroît en faveur de l'inversion du calendrier électoral, j'aimerais comprendre pourquoi cela est si important, d'autant plus que les élections législatives de 1958, 1968, 1973, 1986, 1993 ont eu lieu avant les élections présidentielles sans qu'à ma connaissance, elles aient mis en faillite la Ve République, comme sont en train de le faire nos gouvernants.

Denis CRIBIER

Une Europe qui se meurt

L'Europe institutionnelle est morte à Nice.
L'Europe agricole est morte à Bruxelles.
L'Europe monétaire est un pari dément. La Commission est à jamais discréditée. Il faut en finir au plus vite pour tout recommencer.

Juste un coup d'œil sur l'état des lieux. C'est un champ de ruines. L'effondrement logique, inéluctable, que nous annonçons depuis des années s'est produit.

L'Europe « politique » ne tenait que sur du négatif : l'anti-soviétisme, puis la peur de l'Allemagne unifiée, et enfin cette double négation (l'Europe ni fédérale, ni confédérale) dont il n'est évidemment rien sorti. Ce rien, c'est le traité de Nice qui prévoit trois systèmes de blocage des décisions et reporte à plus tard les grandes résolutions. Billevesées : les institutions européennes sont mortes. Demeure la réalité constitutive de l'Europe : les nations, leurs États - aujourd'hui affaiblis par des équipes d'incapables.

L'Europe agricole était une organisation commune nécessaire, négociée entre les États, et totalement opposée au système libéral : protection tarifaire, soutien des prix, aides multiples. Dès qu'on a introduit dans cette politique agricole commune le principe de concurrence, celui-ci a produit immédiatement ses effets destructeurs : on a préféré les prix bas à la santé des consommateurs, on a menti sur le danger sanitaire, et nous avons le désastre de la vache folle (1). On a voulu placer le mouton sur le marché mondial, et respecter la norme américaine de « zone propre » en interdisant la vaccination (par directive européenne, puis par la loi française de 1991) et nous avons l'épizootie de fièvre aphteuse.

Composée d'idéologues foveux, de menteurs, d'incapables et de domestiques des groupes de pression, la Commission est à jamais discréditée.

Nous n'avions pas prévu ces catastrophes, nous n'avons jamais réclamé l'abandon de la PAC. Mais la politique agricole commune est morte à Bruxelles le 26 février dernier, lorsque les Quinze se sont séparés sur un constat de total désaccord qui ouvre la voie à une « renationalisation » des aides. Bien entendu, on fera bouger le cadavre aussi longtemps que possible pour faire croire que ça vit encore. Mais ces mascarades n'abuseront personne, à l'heure où l'on tue et où l'on brûle des dizaines de milliers de bêtes. Étrange : l'Europe des cabris finit en bûchers.

Le dernier acte sera monétaire. Dans les administrations des Douze, personne n'est prêt, ni techniquement, ni psychologiquement, au fameux basculement dans l'Euro-papier. Et surtout personne n'a envie d'utiliser cette monnaie qui ne correspond à rien : pas d'État, pas de projet, des catastrophes alimentaires qui ne font que commencer. L'échec du « passage à l'Euro » est inévitable. Il faut qu'il soit aussi rapide et décisif que possible afin que nous puissions commencer au plus tôt la reconstruction de l'Europe.

Sylvie FERNOY

(1) Cf. l'article de François Villemonais, *Royaliste* n° 767.

Non ! Pas lui !

Les socialistes néo-libéraux en rêvaient. Le Bureau national du parti socialiste l'a décidé : Dominique Strauss-Kahn est investi comme candidat et se présentera comme il le souhaitait à l'élection législative partielle des 25 mars et 1er avril dans la 8e circonscription du Val-d'Oise.

Bien entendu sa suppléante, qui siégeait à l'Assemblée, avait préalablement accepté de démissionner. A chacun sa Roxane Decorte. Et vive la parité quand on peut écarter d'une pichenette la femme qui n'a plus d'utilité.

Nous demandons à nos militants et amis du Val d'Oise de rappeler aux électeurs distraits que ce sémillant ministre, contraint à la démission en novembre 1999, a été mis en examen le 24 novembre 1999 pour « faux et usage de faux », et le 26 janvier 2000 pour « recel d'abus de biens sociaux ». Il fait aussi l'objet d'une instruction judiciaire ouverte le 26 septembre 2000 dans l'affaire de la cassette Méry.

Comme tout autre citoyen, M. Strauss-Kahn bénéficie de la présomption d'innocence. Mais il nous faut rappeler notre adage : une classe dirigeante doit être exemplaire ou elle n'est rien. L'ancien ministre, figure proéminente du Tout-Paris politico-médiatico-affairiste, aurait dû attendre que son exemplarité soit reconnue pour se présenter à une élection.

Sinon, comment ses électeurs, les plus jeunes notamment, pourront-ils prendre au sérieux les leçons de morale politique et sociale que ce personnage ne manquera pas de donner ? Comment charger un homme d'un travail de législateur (tel est bien la première fonction des députés)

tant qu'il n'a pas été lavé de tout soupçon quant à des falsifications et autres trafics ? Mis en examen, le socialiste Jean-Marie Le Guen ne s'est pas présenté aux élections municipales dans le XIIIe arrondissement de Paris. Pourquoi M. Strauss-Kahn bénéficie-t-il d'un privilège par rapport à certains de ses camarades ?

Comment croire à la rigueur du Parti socialiste, et à la moralité de Lionel Jospin, qui encouragent l'arrogance et tolèrent les pratiques douteuses d'un homme qui aurait toutes les excuses parce que le microcosme parisien admire son brio ?

Il faut aussi rappeler que DSK, promoteur de la « nouvelle économie » aujourd'hui sinistrée, est un économiste nul, un intellectuel sans pensée ni œuvre, un sous-idéologue acquis aux préceptes ultra-libéraux. Dernière preuve : son hostilité à la conférence des revenus demandée par le Parti communiste et mollement envisagée par Laurent Fabius.

Il faut enfin se souvenir que Dominique Strauss-Kahn a été complice du viol de la Constitution, lors de la guerre contre la Yougoslavie décidée sans autorisation du Parlement, et qu'il a été partisan du quinquennat.

Pas une voix pour ce provocateur. Pas une voix pour ce belliciste. Pas une voix pour ce naufrageur.

Maria DA SILVA

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
Profession : Date de naissance :
souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Tribune libre - p.3 : Une Europe qui se meurt - Non ! Pas lui ! - p.4 : Pétition - Le côté noir d'une certaine gauche - p.5 : Trafic - p.6/7 : L'intelligence de l'Histoire - p.8 : Aux rendez-vous des malveillants - p.9 : Arendt et Heidegger - p.10 : Searching Ange Leoni - L'un des premiers - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Le pouvoir délégué.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Pétition

Président du Parlement international des écrivains, l'Américain Russell Banks a accordé à *Télérama* (n° 2669, 7 mars) un entretien magnifique et terrible. Magnifique colère d'un juste qui n'en peut plus de l'injustice. Terrible lucidité d'un citoyen qui voit son pays s'enfoncer dans le conformisme violent.

Russell Banks lutte pour l'abolition de la peine de mort. Mais il constate avec rage que « les Américains ont un besoin viscéral de la peine de mort. C'est quasiment d'ordre religieux ». Vérité qui ne doit pas nous empêcher de signer la pétition lancée voici quelques mois (1).

Russell Banks lutte contre la censure dont sont victimes les écrivains, y compris celle « insidieuse, difficile à cerner », qui existe dans les sociétés libérales avancées et qui est « la conséquence de la centralisation des moyens de publication, de l'hégémonie des grosses maisons d'édition ». Ce qui n'exclut pas (voir ci-contre) la censure politique.

Russell Banks lutte contre la logique capitaliste qui a détruit la famille (protectrice d'enfants qui ont plus besoin d'amour que de hamburgers) et qui a engendré les unités collectivistes (privées) de consommation de masse : « tout ce que nous avons réussi à inventer c'est le centre commercial. Le centre commercial est devenu la nouvelle famille ».

Il est difficile de résister à ce système, conclut Russell Banks. Raison de plus pour soutenir ceux qui n'ont pas renoncé.

Jacques BLANGY

(1) On signe la pétition « Ensemble contre la peine de mort » sur le site www.ecart-type.com

Le côté noir d'une certaine gauche

Pendant plus d'un demi-siècle, la gauche tout entière s'est identifiée à l'antifascisme. Or voici qu'apparaissent, sur certains milieux, des vérités si dérangelantes qu'on voudrait faire taire ceux qui les énoncent.

L'autocensure de la presse et de l'édition est un secret de polichinelle. De temps à autre, une vilaine affaire est révélée, qui prouve que les pressions sur les auteurs et les journalistes, les coups tordus et les coupes imposées ne relèvent pas de la paranoïa d'écrivains ratés. Ainsi, nous apprenons par *Le Monde* (1^{er} mars, p. 25) que les Éditions du Rocher ont renoncé à publier un ouvrage au titre éloquent : « *La Dépêche du Midi* », Bousquet et l'omerta. Signée par Claude Llabres (un ancien dirigeant communiste toulousain), cette enquête devait paraître le 7 avril. Or l'éditeur a déclaré au *Monde* qu'il avait subi de « très fortes pressions » venant de milieux de gauche (tendance radicale) et qu'un petit éditeur indépendant ne peut pas faire face à des procès à répétition. Appelant les choses par leur nom, les éditions du Rocher ont donc choisi l'« autocensure », en soulignant les menaces qui pesaient sur « l'édition de liberté » en raison de l'évolution de la jurisprudence. Preuve : l'éditeur menacé a décidé de ne plus publier d'ouvrages d'investigation.

Au vu de ces informations pour le moins inquiétantes, on s'attendait à un énorme scandale, étalé à la première page des quotidiens nationaux et

faisant l'ouverture des journaux télévisés. Dix jours après les révélations du *Monde*, la colère des défenseurs patentés de la liberté d'expression n'a pas encore éclaté. C'est sans doute parce que nos estimés confrères se donnent le temps de l'enquête approfondie et de la réflexion sur les meilleurs moyens de faire désormais obstacle aux tentatives d'intimidation - par voie judiciaire, fiscale, bancaire. L'attaque hypocrite portée contre les libertés publiques : tel est le premier aspect, gravissime, de l'affaire Llabres.

Il en est un autre, important, qui explique le recours à l'intimidation directe : l'enquête historique concerne un journal emblématique d'une grande tradition de la gauche française, publié dans un ancien bastion traditionnel de la gauche, par une grande dynastie de gauche. *La Dépêche du Midi*, propriété de la famille Baylet, (Jean Baylet, Évelyne Baylet épouse du précédent et mère du député Jean-Michel Baylet), c'est en effet la quintessence du républicanisme radical et laïciste qui fut l'âme de la III^e République ! Les Radicaux de Gauche, où Jean-Michel Baylet représente en quelque sorte le « canal historique », sont les continuateurs de cette très vieille tradition. On le vit, face au Front national, donner de magnifiques leçons d'antifascisme.

Or Claude Llabres fait oeuvre d'iconoclaste - si l'on ose dire - en énonçant dans son livre deux vérités solidement étayées :

- *La Dépêche du Midi* a suivi, de 1940 à 1944, une ligne constante et cohérente de collaboration avec les nazis. Le fait est attesté par le réquisitoire de douze mouvements de la Résistance, rédigé à la Libération et publié en annexe de l'ouvrage.

- L'ancien chef de la police de Vichy, René Bousquet, fut l'homme de confiance d'Évelyne Baylet ; il siégeait au conseil d'administration du journal de 1959 à 1970 et fréquentait assidûment les bureaux du journal.

Deux séries de faits qui dérangent toute une image pieuse et provoquent la colère de Jean-Michel Baylet - sans que Claude Llabres retire ses accablantes conclusions (1). Celles-ci portent loin. Car elles incitent à interpellier les héritiers de courants de gauche, radicaux mais aussi socialistes et libertaires, qui furent pacifistes quand Hitler menaçait, collabos quand les nazis occupaient la France, et antigaulistes frénétiques par la suite. Sempiternels donneurs de leçons, les héritiers de la gauche noire doivent passer aux explications.

Yves LANDEVENEC

(1) La polémique se déroule sur le site internet www.tout-toulouse.fr

Traffic

Entre les images du sous-commandant Marcos, celles de deux cow-boys nommés Fox et Bush, et celles du film « Traffic », où situer la réalité du Mexique trop médiatisé ces jours-ci ?

Plus personne ne croit que des marxistes attardés qui rejouent la longue marche - 3 000 kilomètres en quinze jours en bus - de la frontière du Guatemala au centre de Mexico pour maintenir dans leur différence 10 % d'Indiens, constituent encore une quelconque menace. Avec le passage d'une loi constitutionnelle sur les droits des peuples indigènes, ainsi se terminera l'un des derniers mouvements dits révolutionnaires. L'armée du Chiapas rêve de se transformer en mouvement politique, les mêmes idées, dit le sous-commandant Marcos, avec le passe-montagne en moins. Le plus troublant est qu'il regarde le Mexique comme une nation formée de différents peuples et rejette le mythe d'une nation « fondamentalement métisse » (entretien au *Monde* du 27 février).

S'il fréquentait plutôt la frontière du nord que celle du sud, nul doute que son opinion serait différente. Ce n'est pas qu'on y nourrisse moins d'illusions sur le vrai Mexique. Les États-Unis ont toujours trouvé commode de se fabriquer un Mexique à leur convenance. Ils ont cru ou croient encore en façonner les élites dirigeantes, comme le président Fox formé à Coca-Cola ou le général Rebollo dans leurs académies militaires. Le général en question est magnifiquement mis en scène dans le film-vérité « *Traf-*

fic » : celui sur lequel les militaires du Southern Command comptaient le plus pour gagner la guerre de la drogue était lui-même le plus corrompu par les Cartels. Non, le Mexique ne sera jamais une pâle copie du voisin du nord. Il ne se satisfera pas longtemps du rôle de sous-traitant aux salaires de misère et à l'environnement ravagé que lui destine l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui n'aura même pas réussi à ralentir la pression de l'immigration. Un mort par jour sur la frontière, c'est peut-être peu en comparaison des millions qui traversent, mais au bout du compte il faut faire quelque chose.

ne déplacera pas Danielle Miterrand ni les vieux intellectuels engagés dont la présence sur la frontière nord serait néanmoins beaucoup plus significative et autrement « sociale » qu'au sud.

Ce n'est sans doute pas une solution, mais d'ores et déjà vingt millions de Mexicains vivent au nord de la frontière, aux États-Unis, contre une centaine au sud de cette ligne, au Mexique. Pourquoi ? sinon qu'ils sont un peuple « fondamentalement métis », qui s'adapte, qui se mélange aux autres et que les Américains ne rejettent pas. Ces derniers le pourraient, même si c'était à très grand prix. Ils ne le font pas. Les revenus des salaires des émigrés sont la troisième ou quatrième ressource du Mexique, après le pétrole, le tourisme (des Américains), et la drogue (des Américains).

Grâce à quoi le Mexique peut rester le Mexique et ne sera jamais les États-Unis, pas plus qu'une réserve d'Indiens. Grâce à quoi les États-Unis sont un peu plus mexicains chaque jour et, grâce à quoi, le Mexique deviendra chaque jour un peu plus propre et un peu plus démocratique. C'est le Mexique de l'acteur Benicio del Toro qui incarne le rôle du policier mexicain qui démasque le général qui, à la tête de la répression du trafic de drogue, bernait à qui mieux mieux les pontes de Washington. C'est ce Mexique-là qui doit retenir notre attention et notre soutien, plus que le trop médiatisé rêveur de sous-commandant Marcos.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **JORDANIE** - Accompagnée notamment d'une jeune Cambodienne, Song Kosal, qui a perdu une jambe à cause d'une mine anti-personnel, la reine Noor, veuve du roi Hussein de Jordanie, qui milite activement pour l'interdiction de ces mines, s'est rendue à Washington où elle a rencontré le secrétaire d'État Colin Powell pour lui demander que les États-Unis acceptent enfin de signer la convention d'Ottawa interdisant ce type de mines et actuellement signée par 133 pays.

♦ **JORDANIE** - La reine Rania de Jordanie, épouse du roi Abdullah II, a effectué une visite de travail de deux jours à Paris centrée sur le développement éducatif et l'action sociale. La souveraine hachémite, accompagnée de six jeunes Jordaniens apprenant le français, a visité la cité des Enfants de La Villette. Elle a ensuite été reçue par le directeur général de l'Unesco, M. Koïchiro Matsuura, puis par Ségolène Royal, ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance avec laquelle elle a évoqué les problèmes des droits de l'enfant et de sa protection.

♦ **YUGOSLAVIE** - Le ministre de l'Intérieur de Yougoslavie s'est rendu à Londres pour restituer au prince héritier Alexandre et à sa famille la citoyenneté yougoslave dont ils avaient été déchus par le gouvernement communiste en 1947. La cérémonie s'est déroulée symboliquement à l'hôtel Claridge où le prince est né en 1945. À l'époque, le gouvernement britannique avait fait bénéficier l'hôtel du privilège de l'extraterritorialité afin que le jeune prince, bien que sa famille soit en exil, puisse naître sur le « territoire » yougoslave.

♦ **NORVÈGE** - Les partisans de l'abolition de la monarchie en Norvège se sont regroupés en une association qui a l'intention de profiter des élections législatives de septembre pour se faire connaître. Il est vrai que ces malheureux vont avoir fort à faire puisque les sondages ne les créditent que de 10 à 11 % et que la monarchie est plébiscitée par plus de 75 % des Norvégiens. Donc pas de quoi troubler le prince héritier Haakon Magnus dont le mariage sera célébré le 25 août prochain.

♦ **BELGIQUE** - La princesse Hélène de France, deuxième fille de feu le comte de Paris, vient de perdre son mari, le comte Evrard de Limburg-Stirum, âgé de 73 ans. La princesse s'était mariée en 1957 à la chapelle royale Saint-Louis de Dreux. Quatre enfants étaient nés de cette union. La comtesse de Paris, le comte de Paris et son épouse ainsi que de très nombreux membres de la famille royale de France se sont rendus aux obsèques qui ont lieu au château d'Huldenberg.

JACQUES BAINVILLE

L'intelligence de l'Histoire



Plus souvent cité que lu, trop facilement confondu avec les dirigeants de l'Action française, Jacques Bainville n'est pas seulement un historien éminent, mais surtout un homme qui eut l'intelligence de l'histoire. Ce qui lui permit de comprendre les enjeux de son époque, et d'en discerner magistralement les périls.

Diplomate, Dominique Decherf a récemment publié une biographie qui éclaire les aspects très divers d'une oeuvre toujours actuelle, et qui éclaire une figure singulière du royalisme français.

■ **Royaliste : Jacques Bainville a-t-il exercé une influence profonde sur ses contemporains ?**

Dominique Decherf : Cela dépend des milieux. Jacques Bainville est habituellement regardé à travers le prisme de l'Action française et, dans la « hiérarchie » de ce mouvement, on le situe à la troisième place, après Charles Maurras et Léon Daudet. Son prestige était certain dans les milieux royalistes.

Hors de l'Action française, son influence est difficile à mesurer car c'était un journaliste, précisément un éditorialiste qui écrivait tous les jours dans plusieurs quotidiens : il avait de très nombreux lecteurs, mais on ne peut dire comment et jusqu'à quel point ceux-ci ont été marqués par ses analyses. Il faut cependant souligner que Bainville visait principalement les élites de la République, moins les grands dirigeants que les conseillers des ministres, les ambassadeurs, les inspecteurs des finances : là encore, l'influence est diffuse mais certaine, puisque, à la mort de Bainville, les messages de condoléances adressés à sa veuve provenaient pour une bonne part de hauts fonctionnaires.

■ **Royaliste : Jacques Bainville a-t-il formulé une politique étrangère de droite ?**

Dominique Decherf : Bainville a donné à la droite de son

époque une pensée historique. Pour lui, l'histoire doit guider la réflexion politique. Mais c'est là une idée qu'il trouve chez des auteurs républicanistes : Augustin Courmot et Charles Renouvier, deux philosophes qui exercent une importante influence au début de la III^e République.

Courmot enseigne le paradoxe de l'histoire : plus on remonte le cours de l'histoire, plus on oublie. La loi de l'histoire est une loi de l'oubli, dans la mesure où l'on ne se souvient que de ce qui a réussi, dans une période relativement proche : entre la naissance du Christ et le baptême de Clovis, il s'écoule autant de temps (496 ans) qu'entre 1500 et aujourd'hui, mais on a presque tout perdu des cinq premiers siècles, certainement très riches, de l'ère chrétienne. La loi de l'oubli est aussi une loi de la relativité.

Renouvier, philosophe kantien, s'intéresse aux possibilités : l'histoire ne paraît se répéter que parce qu'on néglige les autres hypothèses. Il suffit de déplacer une causalité pour s'apercevoir qu'elles auraient pu se réaliser - avec des conséquences très différentes de celles que nous avons connues pour un événement qui s'est réalisé.

C'est à partir de ces deux pensées que Bainville rompt avec la philosophie déterministe et fataliste de l'histoire au profit d'analyses qui prennent en compte des causalités

relatives et la liberté des acteurs de l'histoire.

■ **Royaliste : La politique gaullienne est-elle d'inspiration bainvillienne ?**

Dominique Decherf : Vaste question ! Je dirai trop brièvement que le général de Gaulle inscrit sa politique dans une perspective historique ; il pensait comme Bainville que la diplomatie est un art d'exécution, qui consiste à saisir toutes les possibilités d'une situation, sans être impressionné par un quelconque déterminisme. Il n'y a pas de grande Loi du déroulement historique, mais un jeu possible - en l'occurrence le jeu de la France. Même dans le monde de la guerre froide, celui de grands blocs idéologiques qui paraissent intangibles, le général de Gaulle a agi dans le sens de l'ouverture, en montrant qu'il était possible de dépasser le système bipolaire.

■ **Royaliste : Comment Jacques Bainville envisage-t-il la question de la nation ?**

Dominique Decherf : Il a une attitude singulière. Pour la saisir, il faut souligner que la politique étrangère de droite se heurte à une difficulté : en France, elle a beaucoup de mal à se concrétiser parce que nous dépendons d'une idée de la nation qui remonte à la Révolution française.

Avant la guerre de 1914-1918, les nationaux ne sont

pas libéraux (c'est le cas de Maurras), et les libéraux (les Radicaux de l'époque, à l'exception de Delcassé) ne sont pas nationaux : il n'y a pas de conjonction entre les deux positions, alors qu'elle est tout à fait naturelle en Grande-Bretagne ou en Allemagne : Bainville admirait Bismarck et les nationaux-libéraux allemands. En France, les nationaux pensent que la nation est une réalité territoriale, et défendent les « frontières naturelles » - qui remontent comme vous le savez à la Révolution française. Jacques Bainville n'est pas des nationaux républicains : il rappelle que la nation est antérieure à la Révolution et que les rois de France pensaient en termes d'équilibre européen - et non par rapport à une visée d'accroissement territorial.

De plus, Bainville pense selon la logique d'un capitalisme qui n'est pas assigné à un territoire puisque son champ d'expansion est mondial. N'oubliez pas que le monde antérieur à la première guerre mondiale est déjà globalisé, avec une part du commerce international plus importante qu'elle ne l'est aujourd'hui. Or la formation intellectuelle de Bainville, qui a lieu au début du XX^e siècle, est d'abord une formation financière. C'est la fréquentation de la Bourse qui l'a ouvert à la diplomatie planétaire. Pour Bainville, il n'y a donc pas de contradiction entre nationalisme et libéralisme.

■ **Royaliste : Qu'en est-il de la politique étrangère de gauche ?**

Dominique Decherf : Avant 1914, la politique étrangère de la gauche, c'est l'internationaliste pacifiste de Jean Jaurès, qui échoue en 1914. L'assassinat du chef socialiste est, pour reprendre le mot de Talleyrand, « plus qu'un crime, une faute » : il aurait fallu laisser Jaurès aller jusqu'au bout de ses contradictions, reconnaître l'échec de la II^e Internationale et, comme ses camarades socialistes, participer à l'Union sacrée pendant la guerre. Les socialistes républicains mènent donc une guerre démocratique, à l'encontre des pacifistes qui sont marxistes ou qui vont rejoindre le parti bolchevique.

Résumons. Avant 1914, les socialistes sont internationalistes et privilégient tous la question sociale ; les nationaux sont divisés sur la question religieuse et scolaire, que beaucoup privilégient. Et les libéraux, à quelques exceptions près, ne sont pas nationaux. Il n'y a donc pas de priorité de la question nationale. C'est la guerre qui fait brusquement apparaître la possibilité et la nécessité de l'Union sacrée sur la question nationale. Jacques Bainville, qui est avant 1914 le chroniqueur parlementaire de l'Action française, et qui baigne dans le milieu politique de l'époque, est l'un des artisans de cette union nationale. Je tiens à souligner une vérité

généralement négligée ou niée : en 1914, l'Action française n'est pas considérée comme une extrême droite viscéralement hostile au « pays légal républicain », pour reprendre l'expression de Maurras : les dirigeants royalistes sont étroitement mêlés au milieu républicain, et l'Action française aurait pu facilement devenir un parti de gouvernement.

■ **Royaliste : Pourquoi l'Action française n'a-t-elle pas saisi cette chance ?**

Dominique Decherf : En dépit de l'audience de Charles Maurras, il n'y a aucune unité au sein de l'Action française : Maurras ne jure que par Poincaré, Daudet soutient Clemenceau et c'est Alexandre Millerand qui est l'homme de Bainville. La ligne politique est donc contradictoire, et elle correspond aux différences de tempérament entre les dirigeants de l'Action française. Daudet est un sensitif, d'où sa préférence. Maurras est un doctrinaire qui apprécie l'esprit rigoureux de Poincaré. Bainville est un politique, comme Millerand, socialiste converti à l'unité nationale.

■ **Royaliste : Après la victoire, l'Action française pouvait-elle encore influencer sur le cours des événements ?**

Dominique Decherf : En 1918, il n'était pas absurde de penser que, comme après la défaite de 1871, la Chambre

serait favorable à une restauration monarchique. Il était possible de « royaliser la présidence » et Millerand, élu président de la République, s'y est employé. Il est donc logique que Bainville continue à soutenir Millerand après la guerre, alors qu'il dénonce le traité de Versailles conçu par Clemenceau, alors qu'il ne peut suivre Poincaré qui est partisan d'une application rigide du « mauvais traité ».

Or Millerand voit la possibilité d'une autre politique vis-à-vis de l'Allemagne, et se montre décidé, sur le plan interne, à appliquer la Constitution : il restaure le droit de révocation des ministres, marqué par le départ de Briand en janvier 1922 ; il veut rétablir le droit de dissolution, contre Poincaré qui entend défendre la pratique républicaine issue de 1877. Tel est le sens de son discours d'Évreux, où Millerand affirme clairement qu'il faut restaurer les pouvoirs du président de la République. Mais Millerand échoue et les élections de 1924 marquent la fin des espérances politiques de Bainville. Pour lui, l'issue politique passait par la dénonciation du traité de Versailles, qui aurait permis de rééquilibrer les relations avec l'Allemagne sans s'obstiner sur la question des réparations, mais en menant une politique monétaire fondée sur la défense du franc.

Or, sur toutes ces questions de ligne politique, les trois dirigeants de l'Action fran-

çaise sont en désaccord : Maurras, surtout, fait campagne sur le thème « l'Allemagne paiera ».

■ **Royaliste : Ce désaccord s'est-il publiquement manifesté ?**

Dominique Decherf : Non. Le désaccord reste implicite, sauf peut-être pendant la guerre. Il est possible qu'il y ait eu alors un conflit ouvert entre Bainville et Maurras. Il n'y a pas de preuves écrites mais une chose est sûre, c'est que Bainville arrête son journal en 1915 par lassitude. Peu après, Bainville quitte l'Action française, et part en Russie, de janvier à mai 1916, pour accomplir une mission diplomatique qui lui est confiée par Philippe Berthelot.

Très clairement, il laisse tomber Maurras et Daudet, avec sans doute l'idée de faire autre chose après la guerre. Il reprendra goût à la politique au lendemain de la victoire, il restera fidèle à l'Action française par amitié pour Maurras et Daudet, mais il ne participera pas aux combats que ces derniers mènent dans le quotidien.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Dominique Decherf
Bainville
L'intelligence de
l'Histoire
Prix franco : 150 F

Aux rendez-vous des malveillants

Sous l'apparence biographique, François Broche publie un livre hostile au défunt comte de Paris. Pourquoi pas ? Encore faudrait-il que l'auteur respecte les règles élémentaires de l'enquête historique.

C'est comme dans la publicité télévisée : - pour cent vingt neuf balles, t'as la compil'intégrale !

- De quoi ?

- De tout ce qu'il a fait de mal. C'est marqué au dos du livre : « politique opportuniste », « gestionnaire désastreux », « père de famille odieux ». Il paraît même que « le Général disparu, il s'abandonna à ses mauvais démons ».

- Hé, hé ! Mais qui donc ?

- Le comte de Paris, deuxième du nom... En prime, tu as des citations. Par exemple celle attribuée à Georges Pompidou : « Pourquoi pas la reine des Gitans ? »

- Mais on a lu tout ça des dizaines de fois !

- C'est pour ça que j'ai dit : « compilation ». La technique est simple et rapide. On rassemble les livres déjà écrits. On fait des fiches. On bâtit un plan platement chronologique. On met dans chaque chapitre tout ce que tout le monde a déjà raconté : l'Action française, Alger, l'Algérie...

- Et patati et patata.

- Comme tu dis. Mais avant de servir la médiocre pitance, on entrelarde avec les ragots, malveillances, formules apocryphes et propos plus ou moins diffamatoires qui se colportent depuis des décennies dans les milieux d'extrême-droite (Jean Bour-

dier, Henry Coston), dans les salons libéraux (où la haine du prince a toujours été vive) et parfois dans la famille de France elle-même - le duc d'Orléans étant bien entendu abondamment utilisé.

- C'est malhonnête !

- Non. C'est un montage où l'on trouve aussi des citations exactes (textes du comte de Paris, de Philippe de Saint Robert), des références bibliographiques précises, et l'exposé d'une série de faits correctement datés. Mais pas de critique des sources, ni de mise en perspective intéressante, ni d'interrogation sur le mouvement d'une pensée : il s'agit de dénigrer, de discréditer, d'amoindrir, de ridiculiser.

- Tout cela peut faire un bon pamphlet !

- En effet. Le comte de Paris, qui fut un grand prince, mériterait une grande polémique. Mais il faudrait du talent. Tel n'est pas le cas. Avec François Broche, on s'ennuie.

- Si le texte est somnifère, pourquoi en parler ?

- Pour faire part de l'étonnement de plusieurs lecteurs, que les dernières pages du livre, aimablement intitulées « Le prétendant s'abandonne », ont tiré de leur somnolence.

- A ce point ?

- Oui da ! Il se trouve que ces lecteurs ont été proches du défunt comte de Paris. Le fait qu'ils soient militants royalistes et qu'ils furent des servi-

teurs discrets et fidèles du prince ne les disqualifie pas comme témoins. Or ils n'ont pas été interrogés par François Broche.

- La phrase est lourde d'orgueil et de dépit.

- Admettons que ces témoignages soient insignifiants. Encore faut-il établir l'insignifiance de celles et ceux qui, quinze années durant, furent les familiers, parfois les confidents, du chef de la Maison de France. Or nous tenons à faire remarquer que Monsieur François Broche, membre du conseil scientifique du musée de la Deuxième guerre mondiale (ce qui n'est pas rien !), n'a pas daigné faire, auprès de la Nouvelle Action royaliste, le travail d'enquête qui est effectué par tout étudiant qui travaille, en vue d'un mémoire ou d'une thèse, sur la Maison de France et qui serait tancé par son directeur de recherche s'il ne faisait pas état de ses entretiens avec les dirigeants de la NAR et de l'exploration, même rapide, de leurs archives.

- A quoi bon ?

- Si Monsieur le Conseiller scientifique avait fait son métier d'historien, nous aurions pu lui raconter certaines rencontres entre le prince et François Mitterrand, lui expliquer comment a été préparée la fameuse réunion d'Amboise en septembre 1987, et pourquoi le Prince était à Valmy en compagnie du Président de la République.

- Témoignages de partisans !

- Sans aucun doute. Et à prendre comme tels. Mais à prendre tout de même, sans négliger d'aller recueillir l'avis d'observateurs indépendants.

- Qu'auraient-ils dit de plus ?

- S'il les avait écoutés, François Broche n'aurait pas menti par omission.

- Des exemples ?

- Il affirme que les prises de positions du comte de Paris dans les années quatre-vingt « incitent de nombreux royalistes à se placer désormais sous la bannière du duc d'Anjou et de Cadix » sans signaler que le chef de la dynastie nationale avait réveillé dans le même temps de nombreuses fidélités et suscité de nouveaux engagements : ceux des militants qui assurèrent le succès de la commémoration du Millénaire de la France (ou le duc de Cadix ne joua qu'un rôle d'aimable figurant) et qui contribuèrent à la large diffusion des ouvrages publiés à cette époque par le prince. Nous pouvons aussi démontrer, chiffres et photographies à l'appui, qu'à Amboise, en 1987, il n'y avait pas une « assistance clairsemée ».

- Notre Conseiller scientifique serait-il de parti pris ?

- Oui. Il a voulu démontrer que le comte de Paris, deuxième du nom, était le dernier prétendant. C'est une manie bien de chez nous. Chaque fois qu'un grand homme d'État disparaît, chaque fois que trépassse une gloire de l'intelligentsia, cent voix proclament que la politique est morte ou qu'on enterre le dernier intellectuel. François Broche tombe dans cet accablant travers : on ne lit pas un livre, on suit un convoi mortuaire.

De récentes fiançailles et un proche mariage apportent aux croque-morts le plus aimable des démentis.

Annette DELRANCK

(1) François Broche - « Le comte de Paris, L'ultime prétendant » - Perrin, 2001 - prix franco : 145 F.

Hannah Arendt et Martin Heidegger

Tout le monde connaît aujourd'hui l'idylle de Martin Heidegger et d'Hannah Arendt, idylle qui fait partie de l'histoire de la philosophie au vingtième siècle. Il était tentant de la traiter sur le mode des amours qui défraient la chronique mondaine, avec un petit parfum de scandale : le professeur déjà célèbre (marié au demeurant) amoureux de son étudiante ! Et lorsqu'on se souvient que l'étudiante était juive et que le professeur allait adhérer au parti national-socialiste, le scandale est encore plus corsé. Mais il y a bien mieux à faire de cette rencontre dont le sens ne se sépare pas d'une énigme féconde de l'histoire de la pensée. Qu'on le veuille ou pas, voici deux des plus grandes figures intellectuelles du siècle. Qu'on l'aime ou non, Martin Heidegger a changé le destin de la philosophie en son temps. Et du tournant accompli, l'incomparable disciple, qui était cette jeune fille au regard inoubliable, fut le témoin direct, infaillible. Face à ses étudiants, le maître qui méditait son *Sein und Zeit* n'apprenait pas la philosophie, il apprenait le chemin de la pensée. Avec lui, Platon n'était pas un objet d'étude, mais un interlocuteur avec lequel on n'échangeait pas des thèses mais avec qui on poursuivait un dialogue d'une actualité plénier.

Toujours éblouie, quarante-cinq ans après la première rencontre, Hannah Arendt, pouvait livrer son sentiment dans l'immédiate fraîcheur de son émotion : « La pensée est redevenue vivante, les trésors du passé que l'on croyait défunts redeviennent parlants, et voilà qu'ils proposent tout autre chose que ce que l'on avait faussement présumé. Un maître est là - il est peut-être possible d'apprendre à penser. » Et pour apprendre à penser, il fallait d'abord apprendre à lire et apprendre à regarder. Lire les textes à leur aube première, regarder un tableau de Cézanne non comme un spectateur, mais comme un participant actif au cœur du tableau.

Rétrospectivement, nous pouvons saisir l'émotion du maître de se sentir ainsi compris dans un regard qui réfléchit en un pur miroir d'intelligence son intention exacte. Que cela se transforme en amour, en passion ne peut étonner, même si on s'interroge sur le caractère particulier d'une amitié d'esprit qui est aussi amitié amoureuse. De ce point de vue, la correspondance sauvegardée, aujourd'hui disponible, ne nous aide guère. Qu'on ne s'attende pas à on ne sait quelle transposition des lettres de Victor Hugo à Juliette Drouet. La pudeur, le phrasé si singulier du philosophe atteignent un degré presque caricatural. Mais Heidegger ne pouvait pas s'exprimer autrement : « Le démonique m'a atteint de plein fouet. L'apaisante prière de tes mains jointes et ton front resplendissant en sont les âmes tutélaires, dans la transfiguration qu'en accomplis ta féminité. Jamais rien de tel ne m'est arrivé. » Impossible de douter qu'un coup de foudre ait fondu sur le philosophe. L'étudiante n'en a pas été moins bouleversée, au point que des décennies plus tard, en dépit du fossé qui aurait pu la séparer à jamais de son amour d'antan, elle éprouve aussi profondément ce qui a changé sa vie. Heidegger est dans une disposition identique : « Combien belle est cette entente qui s'amorce immédiatement,

presque sans mot dire, provenant d'une affinité tôt instaurée pour continuer à aller de l'avant, sans que la fesse vaciller ce qui est advenu de maléfique et a tout mis pêle-mêle. Nous en tenir coûte que coûte à ce qui demeure indéfectible en cette confiance - que cela nous soit viatique à l'un comme à l'autre, à chacun de nous pour autant qu'il se trouvera démun, affligé et sans défense. »

Voilà bien en raccourcis tout ce qu'a d'étonnant, de miraculeux le fait que le vieux professeur et son ancienne élève parvenue dans la maturité de son âge se soient à nouveau retrouvés, en dépit du nazisme ! Entendons-nous, Heidegger n'a jamais été nazi au point de suivre Hitler dans sa folie meurtrière. Il n'en a pas moins adhéré au parti, en payant ses cotisations jusqu'à l'effondrement du cauchemar. Les relations épistolaires entre Hannah Arendt et lui ont été suspendues de 1933 à 1950. C'est Hannah qui prend l'initiative des retrouvailles. Heidegger n'aurait sans doute pas osé ; car il sait tout de même ce qu'il a à se faire pardonner. Mais il semble que lors de la première rencontre de 1950 il n'en ait pas été question. Ce qu'Heidegger retient de la soirée où Hannah est soudain réapparue c'est la fulgurance du retour du passé, nullement l'éventuelle amertume d'un long malentendu.

par Gérard Leclerc



Il ne faudrait pas croire que celle qui, plus qu'aucun philosophe, est allée jusqu'au bout de la réflexion sur l'antisémitisme et le totalitarisme, n'ait prêté aucune attention à l'attitude de l'auteur de *Sein und Zeit* durant l'époque de son rectorat et jusqu'au bout de la nuit. Avant même la période de long silence imposée par l'éloignement, Heidegger s'était défendu de tout antisémitisme : « Les bruits qui courent et qui t'alarment, ne sont que pures calomnies... » Par la suite, Hannah s'est renseignée, et il semble qu'elle ait balancé d'une opinion à l'autre avant de se faire un jugement. Et ce jugement pourrait bien consister en une certaine « stupidité » au moins politique du grand homme.

Dans les lettres à notre disposition, il n'est jamais question de cela. Mais lorsqu'Hannah veut rendre hommage à Heidegger pour ses quatre-vingts ans dans un texte d'une belle densité, elle n'élude pas le sujet. Il est vrai que l'exemple de Platon lui fournit un rapprochement opportun et pas trop désobligeant. Lorsque Heidegger s'est avisé de s'engager politiquement, écrit-elle, « cela a tourné un peu plus mal encore que pour Platon, parce que le tyran et ses victimes ne se trouvaient pas outre-mer, mais dans son propre pays. » Mais elle approfondit encore la comparaison, en notant « le scandale que Platon comme Heidegger, alors qu'ils s'engageaient dans les affaires humaines, aient eu recours aux tyrans et aux dictateurs. » Serait-ce « déformation professionnelle ? » « Car le penchant au tyrannique peut se constater dans les théories de presque tous les grands penseurs (Kant constituant l'heureuse exception). »

On ne sait comment Heidegger réagit sur ce point précis, mais ainsi (généreusement) exonéré de son faux pas et remis dans la galerie des précurseurs qui pensent trop loin pour pouvoir être chargé des fautes du présent, il apparaît tout de même dans sa plus grande faiblesse, dans sa défaillance. Une défaillance que sa disciple bien-aimée saura surmonter, ne serait-ce qu'en élaborant une des plus fortes pensées politiques de son temps. Pensée qui ne s'épuise pourtant pas dans la simple actualité, si grave soit-elle, mais rejoint aussi le souci le plus profond de l'homme. Un souci qui passe par une dimension trop ignorée du *dasein* heideggerien : le vivre ensemble, l'humble monde commun à partir duquel se construit la cité.

Hannah Arendt-Martin Heidegger - « Lettres et autres documents 1925-1975 » traduit de l'allemand par Pascal David - Édition Gallimard - prix franco : 220 F.

Répudiée

Épris l'un de l'autre comme au premier jour, Nathan et Rachel vivent dans le bonheur depuis leur mariage dix ans auparavant. Mais les préceptes ultra-orthodoxes juifs de Jérusalem sont implacables : le célibat, terrible sacrilège, est « une atteinte à l'image divine », « les femmes mariées ne doivent plaire à d'autres hommes que leur mari ». Et le Talmud enseigne qu'« une femme sans enfant, c'est comme si elle était morte ». De fait, l'époux a le droit de répudier celle qui n'a pu assurer sa descendance.

Rachel souffre de n'avoir pu donner d'enfant à Nathan. Elle souffre à la vue « des enfants, sages ou rêveurs, gais ou tristes, calmes ou violents, des petites filles aux longs yeux et des petits garçons dont les papillotes enrobent le visage poupin »... malédiction, la stérilité n'est-elle pas aussi le signe que Dieu n'agrée par une union ?

Femme désertée, Rachel s'achemine vers son silence, son destin.

Tragique monologue, ces pages poignantes sont celles du désespoir. Celui d'une épouse déchirée entre sa tendresse intacte et les règles injustes et cruelles de sa religion. Celui d'une épouse qui, après avoir tant aimé, a tout perdu.

Éliette Abécassis, qui signe ici un superbe roman, pudique et bouleversant, écrit comme d'autres prient. Avec ferveur et passion.

Michel TACK

Éliette Abécassis - « La Répudiée » - Ed. Albin Michel, 2000, 130 pages - prix franco : 75 F.

Searching Ange Leoni

C'est un petit bonhomme tout rond, engoncé dans un imperméable que ferme une ceinture nouée, coiffé d'un étrange chapeau à larges bords qu'il ne quitte jamais. Il s'appelle Jack Palmer. Il est la créature d'un dessinateur talentueux, bien connu des lecteurs du « Canard enchaîné », Pétillon.

Jack Palmer est détective privé. Ses caractéristiques ? Imperturbable et incompétent. Il ne voit rien de ce qui l'entoure. Il ne comprend rien à ce qui lui arrive. Et le voilà qui débarque en Corse, à la recherche d'un certain Ange Leoni. Oh ! il ne lui veut aucun mal, juste lui parler pour l'informer des dispositions d'une succession. Mais comment parler à Ange Leoni quand, justement, la Corse entière semble vouloir parler à Ange Leoni ? Car Ange Leoni a pris le maquis.

Pauvre Jack Palmer ! La Corse est si compliquée, et les Corse si peu bavards. En le suivant dans ses pérégrinations, nous pénétrons dans un univers délirant, où heureusement le rire reste une efficace défense contre l'angoisse d'une absurdité envahissante. La description de la situation corse est féroce, on craint qu'elle ne soit guère caricaturale. Sans doute, Pétillon n'a-t-il pas l'intention de passer ses prochaines vacances sur l'île de Beauté, ce qui lui confère une incontestable liberté de ton.

Car l'ironie mordante de notre auteur frappe d'abord les Corse, dont les défauts bien

connus sont amplement soulignés (soyez attentifs aux détails des dessins). Elle se fait particulièrement cruelle à l'égard des groupes nationalistes, parés de noms dérisoires : de la « Concoctée » à « Canal inattendu », usant de la violence sans trop savoir pourquoi, et bien plus préoccupés par les questions d'argent que par l'avenir de l'île. Elle n'épargne pas non plus les Continentaux : on trouve ainsi un irrésistible portrait de touristes rackettés jouant à la coquetterie frénétique. Mais aussi, elle cible toutes les faiblesses et incohérences des pratiques de l'État français : guerre des polices, Justice sous influence, négociations foireuses et versements considérés d'argent.

Bien sûr, « L'Enquête corse » est une bande dessinée, pas un essai ; un divertissement, pas un témoignage. Et sans doute serait-il trompeur de la prendre pour ce qu'elle n'est pas. Mais quand même, on ne peut s'empêcher de penser qu'en nous faisant beaucoup rire, elle nous en dit beaucoup.

Patrick PIERRAN

Pétillon - « L'Enquête corse », Albin Michel, prix franco : 92 F.

L'un des premiers

Le récit policier n'est pas apparu par suite d'une naissance spontanée. Il a germé en bien des auteurs durant la première moitié du XIX^e siècle. Il eut ses précurseurs, qui défrichèrent le terrain, Wilkie Collins fut de ceux-là.

Collins précéda et explora la matière du récit policier lui donnant une réelle épaisseur ainsi que ses règles de base. Il excellait aussi bien dans le roman que dans la nouvelle.

Les éditions Phébus nous offrent la réédition de huit d'entre elles qui nous brossent un portrait contrasté de la société victorienne, alors à son apogée, où les passions dominent les protagonistes se heurtant aux conventions. De ce choc résulte un conflit transformant les personnages. Collins se pose de même la question de la narration, explorant ses diverses formes. Ses nouvelles distillent savamment suspense et humour en un art subtilement dosé. Ses intrigues et ses personnages apparaissent comme parfaitement crédibles. Leurs motivations totalement humaines sont d'une modernité saisissante et le lecteur les accompagne sans réticence. Ils ne sont pas les figures d'un exercice littéraire, mais des êtres de chair et de sang évoluant dans une époque en apparence figée. Il en ressort que le lecteur ne peut qu'adhérer au drame les frappant et justifiant leur action.

L'écriture de Collins est agréable à lire et se révèle à la fois linéaire et différente à chacune des nouvelles de ce recueil. Elle est un véritable divertissement qui accompagne le dépaysement et la profondeur du récit.

Bruno DIAZ

W. Wilkie Collins - « Histoires regrettables », traduit de l'anglais par Éric Chédaille - Ed. Phébus - prix franco : 139 F.

La commission nationale du projet (ouverte à tous les adhérents) se réunira le 7 avril pour élaborer les textes qui seront soumis au Congrès de la NAR. Thèmes de cette année : « Politique fiscale et redistribution du revenu national » et « Une politique de l'écologie ».

Les textes préparatoires (projets de motion) seront envoyés aux adhérents d'ici quelques jours.

Le congrès proprement dit, qui ne rassemble que les membres du Comité directeur et du Conseil national ainsi que quelques cadres du mouvement, aura lieu le 8 avril.

♦ **ANNIVERSAIRE** - La Nouvelle Action Royaliste fête cette année son trentième anniversaire. Nous célébrerons cet événement le samedi 7 avril au soir par un grand dîner. Tous les amis de la NAR sont invités à se joindre à nous.

Les renseignements pratiques seront donnés dans le prochain numéro mais réservez-nous déjà votre soirée.

Les provinciaux peuvent bénéficier à cette occasion d'une réduction de 20 % sur les tarifs SNCF. Il suffit de nous demander les bons de réduction par courrier ou par téléphone au 01.42.97.42.57.

Internauts ! communiquez-nous votre adresse mél et nous vous mettrons sur notre liste de diffusion qui vous rendra destinataires de nos dépêches d'« Actualité royaliste ». Un simple message (royaliste@multimania.com) à notre intention suffira.

♦ Communiquez-nous également les adresses mél de vos amis auxquels nous pourrions adresser nos publicités.

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F.

Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 50 F franco également.

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « Royaliste » dorée.

♦ Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

♦ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

♦ Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1999 (sauf 1979).

Des photos de la Famille de France sont disponibles. Sur simple demande (tél. : 01.42.97.42.57) nous vous enverrons le petit catalogue illustré qui vous permettra de les commander.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

♦ Mercredi 21 mars : Les élections municipales sont une phase significative du lent effondrement de la classe dirigeante. Ce constat ne résulte pas d'une vision pessimiste de la vie politique. Il procède d'une analyse de l'autodestruction de l'ultra-libéralisme, et du discrédit croissant de la classe dirigeante française. Il s'inscrit surtout dans la perspective d'un renouvellement des partis, des syndicats et de leurs dirigeants. Comment reconstruire ? Sur quel projet ? Avec qui ? Telles sont

les principales questions auxquelles Bertrand RENOUVIN s'efforcera de répondre. Les militants des partis et mouvements démocratiques de droite et de gauche sont amicalement conviés à ce débat.

♦ Mercredi 28 mars : Professeur à l'Université de Paris I, familier de nos réunions parisiennes, Lucien SFEZ a dirigé en 1998 le colloque de Cerisy consacré à « L'utopie de la santé parfaite » dont il reprend les principaux éléments dans un ouvrage tout récemment paru : « Le rêve bio-technologique ». Tel est en effet le nouveau fantasme qui alimente les discours à la mode et qui conduit à des pratiques célébrées par certains médecins de grand renom. L'illusion d'une totale santé et d'un corps parfait est séduisante. Il est urgent de prendre conscience des multiples dangers auxquels nous expose cette utopie en voie de réalisation.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

Chaque année depuis 1981, ont été votées par les adhérents de la NAR, lors de nos congrès, des motions fixant les positions de notre mouvement sur les grands sujets d'actualité. Rassemblés en deux brochures ces textes forment un

corpus qui explique et éclaire le projet politique de la NAR.

♦ La NAR en textes (1) - congrès 1981-1991 - prix franco 10 F.

♦ La NAR en textes (2) - congrès 1992-1999 - prix franco 10 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le pouvoir de libérer

Lors d'une rencontre avec les représentantes des partis politiques et d'associations féminines, le 5 mars à Rabat, le roi du Maroc a annoncé la création d'une commission chargée d'élaborer un projet de révision du code du statut personnel.

La révision de cette *moudawana* avait été mise à l'étude par le gouvernement marocain en 1999 dans le cadre du plan d'« intégration de la femme au développement » du pays. Ce projet, qui prévoit notamment le relèvement de l'âge du mariage des jeunes filles et la suppression de la polygamie, est vivement combattu par les extrémistes religieux. C'est pourquoi il est soumis à l'arbitrage du roi, commandeur des Croyants.

Ces faits seront sans doute abondamment analysés dans la presse française, toujours soucieuse de corriger les préjugés courants sur l'islam et fort attentive à la condition féminine dans le monde moderne.

Il faut espérer que les commentateurs éviteront de plaquer sur la société marocaine des schémas qui ne permettent même pas de comprendre nos propres structures et nos évolutions sociales - je pense à l'opposition naïve entre les familles « autoritaires, forcloses et violentes d'autrefois » et les familles « recomposées » d'aujourd'hui que ce pauvre Serge July évoquait voici peu (1). Rien ne serait plus absurde que d'émettre un jugement sur la « modernisation » de la société marocaine, si proche et si éloignée de la nôtre (2), selon des normes édictées par des diverses coterie parisiennes.

Les monarchistes que nous sommes doivent bien entendu se garder de leurs propres préjugés, et retenir leurs élans de sympathie. Rien ne permet de dire que la réforme envisagée par Mohammed VI aboutira. Comme tous les autres chefs d'État réformateurs, les monarches peuvent reculer sous la violence des oppositions, ou se laisser étouffer par les pesanteurs sociales. De surcroît, nous ne saurions présenter en modèle une monarchie qui mêle la fonction politique et l'autorité reli-



gieuse : c'est là un avantage quant à la réforme actuellement envisagée au Maroc, puisque le Commandeur des Croyants prévaut sur les intégristes religieux, mais le principe de distinction entre le temporel et le spirituel a créé en Europe une logique différente.

Le cas particulier du royaume marocain peut cependant conduire à des remarques générales. En terre d'islam comme ailleurs, le mouvement d'émancipation fait appel à la médiation étatique - le gouvernement puis l'arbitrage du souverain - en vue d'une libération effective par voie légale. Il y a là un net démenti aux bavardages sur le dépérissement du pouvoir politi-

que. Lorsque la volonté du chef de l'État est manifeste, il y a chance de transformations positives ou de révolutions bénéfiques.

Je devine l'objection, qui tient à la nature « archaïque » d'un système politico-religieux oriental. Mais le débat sur l'évolution de la monarchie marocaine et sur les capacités de Mohammed VI ne saurait éluder la dialectique ancienne et toujours actuelle du pouvoir politique et du peuple, qui fait de l'État l'agent de l'émancipation du peuple en attente de libération. Cette dialectique vaut pour tous les peuples constitués et pour toutes les formes d'État légitime : les premiers rois capétiens abolissent le servage, le gouvernement provisoire de la République française accorde le droit de vote et d'éligibilité aux femmes par l'ordonnance du 21 avril 1944, François Mitterrand désigne pour la première fois une femme au poste de Premier ministre.

Des rois, un général qui incarne la légitimité révolutionnaire, un président de gauche tout ému de nostalgies républicanistes et trop sagement réformateur : ces figures sont honnies par le modernisme libéral-libertaire, qui prend l'agitation groupusculaire pour une vertu et les textes proclamatoires pour des décisions effectives. On vérifie aujourd'hui que la fameuse « parité » entre hommes et femmes est un cache-misère. Le véritable problème, c'est l'absence de volonté des détenteurs du pouvoir politique quant au respect dans tous les domaines du principe fondamental d'égalité. Il est urgent que l'État retrouve sa vocation libératrice, en s'inspirant au besoin de monarchies qui tentent d'accomplir de profondes révolutions sociales.

Bertrand RENOUVIN

(1) Editorial de *Libération*, jeudi 8 mars.

(2) cf. l'article de Yvan Aumont dans *Royaliste* n° 733 du 20 septembre 1999.